L'ÉGLISE CATHOLIQUE AU CAMEROUN

L'Église catholique occupe une place importante dans le paysage religieux camerounais. Elle représente en effet environ 36 % de la population totale, soit près de 10 millions de personnes, sur une population estimée à 28 millions d'habitants en 2022. S'appuyant sur un accord-cadre avec l'État qui garantit son statut et ses libertés, elle compte actuellement cinq provinces ecclésiastiques (cinq archidiocèses) et vingt-et-un diocèses suffragants. Elle est ainsi composée de 26 juridictions ecclésiastiques au total.

Face à ces réalités, l'Église catholique se trouve au cœur de nombreux défis de nature diverse. Elle doit notamment faire face à des situations spécifiques liées à sa position de chef de file parmi les autres Églises, ce qui, naturellement, complexifie son implantation au Cameroun. On peut notamment souligner la présence croissante d'Églises évangéliques bien implantées et comptant de nombreux fidèles. Outre l'évangélisation, l'intégration des dimensions d'enseignement et de guérison revêt une importance particulière. Tout cela s'inscrit dans un contexte socio-politique marqué depuis des années par des crises séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, connues sous le nom de crises NOSO. N'oublions pas non plus la guerre contre le groupe islamiste Boko Haram dans l'Extrême-Nord, qui continue de faire des victimes. Dans ce contexte, la présence et le rôle de l'Église catholique sont essentiels pour promouvoir la paix et lutter contre la violence. Enfin, il convient de souligner l'aspect politique, avec les élections à venir qui suscitent un vif intérêt tant au niveau national qu'international.

Concernant les situations spécifiques liées à la foi et à l'évangélisation, il faut constater que les églises d'obéissance évangélique, notamment celles appelées « églises du réveil », prolifèrent et attirent de nombreuses personnes. Leur prédication, axée sur le « bonheur terrestre » ou l'évangile du « succès », relève de la « vente d'illusions » et séduit nombre de personnes en proie à la pauvreté et à la précarité matérielle. Cette dernière est également liée au taux de chômage élevé du pays. Ce qui conduit naturellement à une évangélisation axée sur la « délivrance », car l'échec, le chômage, le célibat, etc., sont parfois perçus comme des obstacles et des réalités attribués à l'œuvre du diable, à la possession, à l'envoûtement ou à la sorcellerie. C'est pourquoi les églises du réveil promeuvent un évangile de « délivrance ou de guérison ». En bref, l'Église catholique doit faire face à la naïveté de certaines personnes séduites par ces églises du réveil.

Pour ce qui est des situations spécifiques liées au contexte socio-politique, il convient de souligner les crises de la NOSO, où l'Église se trouve prise entre le marteau et l'enclume. En effet, au cours des sept dernières années de ces crises séparatistes, l'Église catholique s'est efforcée et continue de s'efforcer de jouer un rôle de médiatrice et d'apporter son aide. Mais nous avons été témoins d'enlèvements d'ecclésiastiques, de destructions d'églises et d'œuvres catholiques. On peut dire que l'Église a été prise pour cible par les séparatistes. Cependant, elle n'a jamais renoncé, dans ce contexte difficile, à son engagement pour la paix et le bien-être des populations. Ces mauvais traitements ont également été infligés par l'armée à l'Église. Il ne faut pas oublier que ces crises entraînent des déplacements de population, exposant les personnes

vulnérables à des abus ou les poussant à se livrer à des activités indignes de la personne humaine, notamment la prostitution et son cortège de malheurs. L'Église est donc appelée à protéger la dignité de la personne humaine.

Dans l'Extrême-Nord, les violences et les enlèvements perpétrés par le groupe islamiste Boko Haram ont également ébranlé l'Église.

L'Église s'est toujours engagée, par l'intermédiaire de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (NECC), à appeler à l'apaisement, à la cessation des hostilités et au respect des personnes et des biens. Ces crises ne sont pas encore maîtrisées.

Sur le plan socio-politique, et plus particulièrement en matière de gouvernance, nous soulignons l'appel de l'Église à l'organisation d'élections libres et inclusives pour une transition pacifique. Dans le contexte de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025, l'Église prêche et appelle avec espoir à ce que les aspirations légitimes du peuple à des élections pacifiques soient prises en compte, pour un pays en paix après le scrutin. L'Église appelle également à la bonne gouvernance, à la justice sociale et à la lutte contre la corruption. Nous constatons ici et là des accusations portées contre l'Église concernant son rôle prophétique dans le débat politique. Ces accusations s'accompagnent de pressions politiques qui la fragilisent et tendent à l'instrumentaliser.